

**DECLARATION DU MOUVEMENT CITOYEN ECCHA-RDC n° 019/ECCHA-RDC/KIN/RDC DU 28 SEPTEMBRE RELATIVE A L'INSECURITE EN RDC**

Le mouvement citoyen ECCHA-RDC est *profondément préoccupé par l'impasse sécuritaire* outre l'insécurité alimentaire, politique, professionnelle, économique (etc) qui prévaut en République Démocratique du Congo particulièrement au Nord-Kivu, en Ituri, à Lubumbashi et à Kinshasa :

- A Kinshasa, les cas de kidnapping s'accroît de plus en plus chaque jour dont la majorité des victimes sont des jeunes femmes. Les kidnappeurs agressent les jeunes filles sexuellement, physiquement et extorquent leurs biens. *Comment explique-t-on le fait que la capitale soit un fief de kidnapping et violation sexuelle récurrente sous l'impuissance de l'Etat ?*
- A l'est du pays à Goma, Masisi, Béni, Rutshuru, Goma, Nyirangongo et dans d'autres territoires, les groupes armés rebelles font la loi en massacrant, extorquant et kidnappant les paisibles citoyens. Ces rebelles s'en prennent aux établissements scolaires, sanitaires, aux ménages, au champ et violent sexuellement les femmes et jeunes filles. Cependant, les cas d'abus et violations des droits de l'homme sont très perceptibles chaque jour. *Pourquoi toujours les massacres continuent se vit à l'est du pays ?*
- En pleine ville stratégique de Lubumbashi, le samedi 26 septembre 2020, les miliciens Bakata Katanga ont semé la terreur et la désolation sous l'impuissance des forces de sécurité et des renseignements. *Comment des miliciens peuvent-ils vivre aisément proche d'une telle ville sans être inquiéter ? Comment s'explique le fait que les services des renseignements ne soient au courant pour dissuader une telle menace ?*

Psychiquement les citoyens congolais sur tout le territoire national sont dans une situation inhumaine de l'état d'esprit des personnes qui ne se sentent pas tranquille et confiante dans leur propre pays. De plus en plus, les congolais vivent le sentiment mal fondé d'être à l'abri de tout danger et risque. En clair, la routine du train de vie de la RDC est sous menaces permanente de nature criminelle, délictuelle, politique, économique, financière et sociale.

Face à cette situation, le gouvernement congolais fait montre de défaillance et de dégradation sécuritaire imputables au régime au pouvoir liés à l'incomplétude et à la non prévisibilité du gouvernement, à la non intégrité et à la non fiabilité des services de renseignements tant civils que militaires, à la non robustesse des FARDC et à l'incohérence notoire de la coalition FCC-CACH.

Tenu à mettre en œuvre des activités et des moyens qui concourent à prévenir et à opposer des parades offensives et défensives, actives et militaires à cette multitude des menaces ; le gouvernement congolais s'avère dans l'incapacité notoire d'assurer ses

prérogatives régaliennes et pourtant, il dispose d'un arsenal militaire et des renseignements à mettre en œuvre pour garantir la sécurité de la Nation, de l'État et de la population.

Payer par le contribuable congolais, les agents des renseignements à tous les niveaux sont incapables de contribuer à la sécurité de ceux-là qui peinent sous cette crise socioéconomique et sécuritaire à verser au trésor public les fruits de leurs pénibles abnégations. A cet effet, **ECCHA-RDC constate l'inefficacité aigüe des services des renseignements congolais.**

Eu égard à ce qui précède, déclarons ce qui suit :

- ECCHA-RDC exhorte le Président de la République en sa qualité de garant du bon fonctionnement des institutions de prendre des ordres fermes et adaptés à chaque responsable étatique en charge sécuritaire à tous les niveaux. Cependant, **ECCHA-RDC prie au Chef de l'Etat de bien vouloir limogé le Directeur Général du service des renseignements militaires tout comme celui de l'ANR pour incompétence notoire ;**
- ECCHA-RDC convie le Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Intérieur, Sécurité et Affaires Coutumières **à présenter publiquement les miliciens Bakata Katanga aux arrêts devant la presse, de les mettre à la disposition de la justice en vue d'un procès public équitable aux fins de la dissuasion contraignante à tous égards d'une part et d'autre part, à établir un plan d'action sécuritaire intégré pour rétablir la paix d'ici trois (3) mois ;**
- ECCHA-RDC souligne à l'intention de la justice congolaise **d'enquêter sur tous les faits d'insécurité, d'établir les responsabilités administratives, civiles et pénales en vue de promouvoir et garantir la restauration de l'état de droit ;**
- ECCHA-RDC exige aux FARDC et aux services des renseignements tant civils que militaires **de dissuader les protagonistes de menaces potentielles avérées.**

Pour ECCHA-RDC

Aaron MUKALENGI
Chargé des Actions et Mobilisation



Nera Chanera KANYINDA
Chargé de l'Administration et Communication



Ir. Ben-José LUENDU
Coordonnateur Principal

